Guerre en Ukraine : en France, les sirènes d’alerte tombent en ruine

11/03/2022 à 19h01



La préfecture de police et de la zone de défense et de sécurité de Paris, de la capitale à la petite couronne, a poussé un ouf de soulagement. Lors du dernier test qui s’est déroulé le mercredi 2 mars, seulement deux sirènes d’alerte, officiellement, n’ont pas fonctionné. C’est l’information qui est remontée au cabinet du préfet. En fait, les alarmes qui retentissent le premier mercredi du mois sont à bout de souffle par manque de personnel et en raison d’un budget étriqué. Sur les 372 sirènes que comptait la zone de défense de Paris, dirigée par la préfète Marie-Emmanuelle Assidon, il en reste aujourd’hui 237 en état de fonctionnement.

Si la Direction de l’innovation, de la logistique et des technologies (Dilt), qui a succédé, en 2020, à la Direction opérationnelle des services techniques et logistiques (Dostl), qui gère le système d’alerte et d’information des populations (Saip), peut constater que les sirènes reçoivent bien le signal de déclenchement, elle n’est pas en mesure de savoir si la sirène a émis un quelconque son.

Selon nos informations, des maires de la banlieue parisienne ont bien fait remonter au préfet Didier Lallement les dysfonctionnements de leurs sirènes. Et ils étaient plus que

deux, notamment dans le Val-de-Marne et en Seine-Saint-Denis. Tout le monde sait désormais, à la préfecture de police (PP), qu'il existe une distorsion entre les informations techniques de la Dilt et la réalité du terrain. […]

Face à la vétusté du parc des sirènes, le ministère de l'Intérieur déploiera à partir du mois de juin un nouveau système baptisé FR-Alerte : des alertes sectorisées et des SMS géolocalisés préviendront d'un danger éventuel et donneront les premières consignes de mise à l'abri.

Le Sénat, auteur d'un rapport critique sur le Saip en 2017, avait mis en garde les gouvernements sur le niveau des budgets consacrés à la maintenance d'un système de plus en plus obsolète. Grâce à l'Europe qui a imposé un système d'alerte géolocalisé, la Chambre haute a fini par être entendue, après une centaine de millions d'euros engloutis dans un système à bout de souffle.

Le Point